

Mouvement Radical / Social-Libéral **Pour une politique énergétique** **européenne transversale**



Dominique Riquet

Les questions énergétiques sont un enjeu clef pour la souveraineté intra et extracommunautaire de l'Union européenne (UE) et sa capacité à imposer sa vision sur des politiques d'avenir à l'échelle mondiale. Sa politique ambitieuse appelée « l'Union de l'Énergie » de 2015 pose clairement les objectifs que l'UE s'est fixés : fournir aux consommateurs européens une énergie sûre, durable, compétitive et abordable.

Pour y arriver cependant, la route est encore longue du fait de la complexité de la question, de la fluctuation des prix sur les marchés et d'objectifs parfois contradictoires. Il faut également composer avec des politiques nationales divergentes en raison de l'inégalité des ressources territoriales et météorologiques, des besoins énergétiques protéiformes et des niveaux de développement économique pluriels. Pris en tenaille entre ces contraintes importantes et des objectifs ambitieux, l'Union de l'énergie doit répondre à des défis multiples et un cahier des charges difficile. En particulier, comment satisfaire les besoins croissants en énergie, afin de ne pas entraver la croissance européenne, tout en atteignant les objectifs de neutralité carbone, de sécurité d'approvisionnement et de lutte contre la précarité énergétique, qui touche 26 millions d'Européens ?

La problématique est d'autant plus urgente qu'elle est vitale pour notre souveraineté : l'UE importe plus de la moitié de l'énergie qu'elle consomme, un chiffre qui n'a pas baissé de beaucoup depuis 10 ans. En 2018, 70 % des importations totales d'énergie de l'Union sont

pétrolières, dont 32 % provient de Russie, suivi du gaz. En outre, il est préoccupant de constater que six États membres n'achètent leur gaz qu'à la Russie. L'exemple récent de l'Ukraine a rappelé aux Européens l'enjeu capital que représente l'énergie en termes de sécurité et de souveraineté, et la nécessité pour l'Union de construire une véritable politique énergétique solidaire en son sein. Mais il est bien difficile d'être maître de sa propre stratégie énergétique avec un tel niveau de dépendance aux importations extérieures.

Bâtir une Europe unie de l'énergie

Sous l'impulsion de l'Union européenne, les choses commencent à changer — et cette évolution doit être soutenue et encouragée. L'Union a par exemple récemment revu son cadre réglementaire afin de faciliter l'autoproduction et l'autoconsommation énergétiques. Surtout, l'Union a doublé sa part des renouvelables en dix ans et intensifie ses efforts dans ce domaine d'avenir.

Mais l'énergie issue des renouvelables, en particulier l'éolien et le solaire, est par nature très volatile, contrairement à des énergies comme le nucléaire qui garantissent une stabilité pour le réseau, complexifiant davantage l'objectif d'une Europe décarbonée et autosuffisante sur le plan énergétique. Ces choix sont difficiles : en témoignent les divergences stratégiques entre la France et l'Allemagne, signe criant d'une absence de vision commune.

Si le nucléaire est considéré comme une énergie propre (72 % du mix énergétique français), elle n'est pas non plus la panacée énergétique, notamment en raison des questions de sécurité humaine comme environnementale qu'elle soulève, ou encore de traitement des déchets. La France a choisi l'option de la transition graduelle vers les renouvelables. A contrario, outre-Rhin, l'abandon rapide du nucléaire suite à une forte pression populaire a contraint à l'usage d'une énergie relais pour faire face aux pics ponctuels de consommation avec des centrales thermiques à charbon.

Pour pallier à cette volatilité dans la production d'énergies renouvelables, l'union est notre force, et notre diversité, une richesse. En effet, en développant davantage nos interconnexions à l'échelle européenne, le soleil d'Espagne et d'Italie pourrait prendre le relais quand les vents du Nord de l'Europe cessent de souffler — en grossissant le trait. Par un meilleur développement des interconnexions, nous rationaliserons davantage afin de répondre à plus de besoins énergétiques avec les capacités de production existantes, tout en améliorant la résilience générale du réseau.

Doter l'Europe de politiques publiques transversales ambitieuses autour des énergies durables

Mais nous pouvons aller plus loin, en coordonnant intelligemment les différentes politiques publiques européennes.

Prenons le secteur des transports — qui représente 27 % de nos émissions de pollution à l'échelle européenne. En favorisant le report modal vers des modes massifiés et durables, tels que le ferroviaire ou le fluvial, et en augmentant l'utilisation de véhicules à carburant alternatif, nous diminuons à la fois nos émissions polluantes et notre dépendance aux énergies fossiles. Mais il y a mieux. L'un des plus grands défis posés par l'usage de l'électricité est son stockage. Or, imaginons que notre parc automobile soit composé essentiellement de véhicules électriques : chacun d'entre eux, à l'arrêt et branché (pour rappel, une voiture reste

garée 95 % de sa vie), représente une capacité de stockage. Avec un déploiement suffisant, et une infrastructure de carburant alternatif intelligent et adéquat («le *smart grid*»), le transport pourrait résoudre une contrainte principale de la politique énergétique, et contrebalancer la volatilité croissante sur le réseau induite par l'accroissement des renouvelables.

Le même raisonnement peut s'appliquer à tous les secteurs d'activité, en particulier les plus polluants comme l'industrie ou le bâti. Des progrès considérables ont été réalisés, et restent à faire, pour améliorer notre efficacité énergétique, afin de diminuer notre demande. Les nouvelles techniques d'optimisation thermique des bâtiments en sont un exemple, et l'innovation doit servir cette fin. La meilleure source d'énergie pour l'Europe est d'abord celle qu'elle ne consomme pas.

Tous les acteurs doivent être au rendez-vous, au premier chef les villes et les régions — la transition écologique et énergétique est nécessairement une transition locale — mais également les États, l'Union européenne, les acteurs et investisseurs privés comme publics. De concert avec tous, l'Union saura se tourner vers l'énergie verte et atteindre ses objectifs. Ceci est une nécessité : la lutte contre le changement climatique et pour notre souveraineté énergétique ne peut se faire qu'au niveau européen, seule échelle pertinente, et non plus celui des États-nations.

Dominique Riquet est député européen et candidat aux élections européennes sur la liste Renaissance LREM-MoDem-MRSL-Agir.